



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14.2.2024  
C(2024) 1083 final

M. Tobias Billström  
Ministère des affaires étrangères  
Arvfurstens palats  
Gustav Adolfs torg 1  
SE - 103 23 Stockholm

**Objet:                   Notification 2023/648/SE**

**Règlement modifiant la réglementation et les avis généraux du Conseil suédois de l'agriculture (SJVFS 2021:10) sur les mesures de biosécurité et la notification et la surveillance des maladies animales et des agents infectieux**

**Émission d'observations en application de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535<sup>1</sup>, le 20 novembre 2023, les autorités suédoises ont notifié à la Commission le projet de **«Règlement modifiant la réglementation et les avis généraux du Conseil suédois de l'agriculture (SJVFS 2021:10) sur les mesures de biosécurité et la notification et la surveillance des maladies animales et des agents infectieux»** (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié établit des mesures de biosécurité pour les volailles, des règles relatives à la notification des cas suspects ou détectés de maladies animales et d'agents infectieux et à la surveillance des maladies animales et des agents infectieux.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

---

<sup>1</sup> Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

La Commission note l'absence de clause de reconnaissance mutuelle dans le projet notifié. Les autorités nationales ont indiqué dans le message de notification que *[l]e principe de reconnaissance mutuelle s'applique en raison de la primauté du droit de l'UE et ne doit donc pas être inclus dans la réglementation suédoise.*

La Commission tient à rappeler que, conformément au considérant 16 du règlement (UE) 2019/515 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens<sup>2</sup>, pour sensibiliser les autorités nationales et les opérateurs économiques au principe de reconnaissance mutuelle, les États membres devraient envisager de prévoir des «*clauses relatives au marché unique*» claires et non équivoques dans leurs règles techniques nationales afin de faciliter l'application de ce principe.

Afin de garantir la sécurité juridique et l'application correcte du règlement (UE) 2019/515 relatif à la reconnaissance mutuelle des marchandises, les autorités nationales sont invitées à inclure dans le projet notifié une clause relative au marché unique, dont le texte est conforme à la suggestion de la Commission figurant dans les orientations sur le règlement (UE) 2019/515<sup>3</sup>, qui est libellée comme suit:

*«Les biens commercialisés légalement dans un autre État membre de l'Union européenne ou en Turquie, ou originaires et commercialisés légalement sur le territoire de parties à l'accord EEE, sont présumés compatibles avec ces règles. L'application de ces règles est soumise au règlement (UE) 2019/515 du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre».*

Les autorités suédoises sont invitées à tenir compte de ces observations.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Pour la Commission

Kerstin Jorna  
Directrice générale

---

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2019/515 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant le règlement (CE) n° 764/2008 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 91 du 29.3.2019, p. 1).

<sup>3</sup> Document d'orientation concernant l'application du règlement (UE) 2019/515 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant le règlement (CE) n° 764/2008.

Direction générale du marché  
intérieur, de l'industrie, de  
l'entrepreneuriat et des PME